

Revenus des ménages

En 2009, le pouvoir d'achat des ménages a nettement accéléré : il aurait crû de 2,2 %, après +0,7 % en 2008. Ce dynamisme a résulté notamment du net repli de l'inflation. En effet, le revenu disponible brut (RDB) des ménages a, lui, sensiblement ralenti en 2009 : les revenus d'activité et de la propriété ont stagné du fait de la récession. En revanche, les stabilisateurs automatiques et les mesures de relance ont amorti l'impact de la récession sur le revenu des ménages.

Au premier semestre 2010, le pouvoir d'achat ralentirait nettement (+ 0,3 % en moyenne semestrielle, après +1,2 % au second semestre 2009). Le redressement des revenus d'activité ne compenserait pas la hausse des prélèvements fiscaux, contrecoup des baisses de 2009, la décélération des prestations sociales et l'accélération des prix à la consommation.

Le pouvoir d'achat ralentirait sensiblement début 2010

En 2009, le revenu disponible brut (RDB) nominal a fortement décéléré (+2,0 % après +3,5 % en 2008). Mais ce ralentissement a été plus que compensé par le repli de l'inflation (-0,2 % après +2,8 % en 2008). De ce fait, le pouvoir d'achat a accéléré nettement en 2009 (+2,2 % après +0,7 % en 2008). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des évolutions démographiques, a également accéléré en 2009 : il aurait crû de +1,5 %, après avoir été stable en 2008 (cf. encadré « Différentes mesures du pouvoir d'achat »).

Au premier semestre 2010, le revenu des ménages croîtrait de 0,9 %. L'inflation repartant légèrement à la hausse, le pouvoir d'achat ralentirait sensiblement (+0,3 % après +1,2 % au second semestre 2009).

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2008		2009		2010	2007	2008	2009
	S1	S2	S1	S2	S1			
Revenu disponible brut (RDB) (100 %)	1,7	0,9	0,8	1,6	0,9	5,2	3,5	2,0
dont :								
Revenus d'activité (68 %)	1,9	0,9	-0,6	0,3	0,5	4,5	3,4	0,0
Masse salariale brute (58 %)	1,8	1,0	-0,5	0,4	0,5	4,4	3,3	0,2
EBE des entrepreneurs individuels (10 %)	2,7	-0,1	-1,0	-0,3	0,4	4,9	4,2	-1,2
Prestations sociales en espèces (30 %)	1,6	2,2	2,5	2,5	2,1	3,6	3,5	4,9
EBE des ménages purs (14 %)	1,8	1,4	0,8	1,6	1,6	8,1	4,3	2,3
Revenus de la propriété (10 %)	2,1	0,5	-0,8	1,1	2,3	3,9	3,2	0,0
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	2,3	2,5	-1,8	-1,3	2,3	2,1	3,5	-1,2
Cotisations des salariés (-8 %)	0,7	0,6	-0,2	1,2	1,3	3,6	1,6	0,7
Cotisations des non-salariés (-2 %)	2,9	0,1	2,0	1,9	0,8	2,0	3,8	3,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %)	3,3	4,1	-3,2	-3,3	3,2	1,3	4,6	-2,9
Revenus hors impôts	1,9	1,3	0,3	1,0	1,2	4,7	3,6	1,5
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	1,7	0,6	-0,7	0,4	0,6	2,1	2,8	-0,2
Pouvoir d'achat du RDB	0,0	0,3	1,5	1,2	0,3	3,0	0,7	2,2

■ Préviation

Notes :

(1) Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

(2) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

Les revenus d'activité croîtraient de nouveau au premier semestre 2010

En 2009, la crise économique a pesé sur les revenus d'activité, qui ont stagné (+0,0 % après +3,4 % en 2008 ; cf. tableau 1). D'une part, la masse salariale reçue par les ménages a nettement décéléré (+0,2 % après +3,3 % en 2008, cf. tableau 2) : elle a notamment reculé en début d'année dans les secteurs marchands non agricoles (cf. graphique 1), sous l'effet de la forte baisse de l'emploi salarié (cf. fiche « Emploi »). D'autre part, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels a baissé (-1,2 % après +4,2 % en 2008), avec le repli de l'activité.

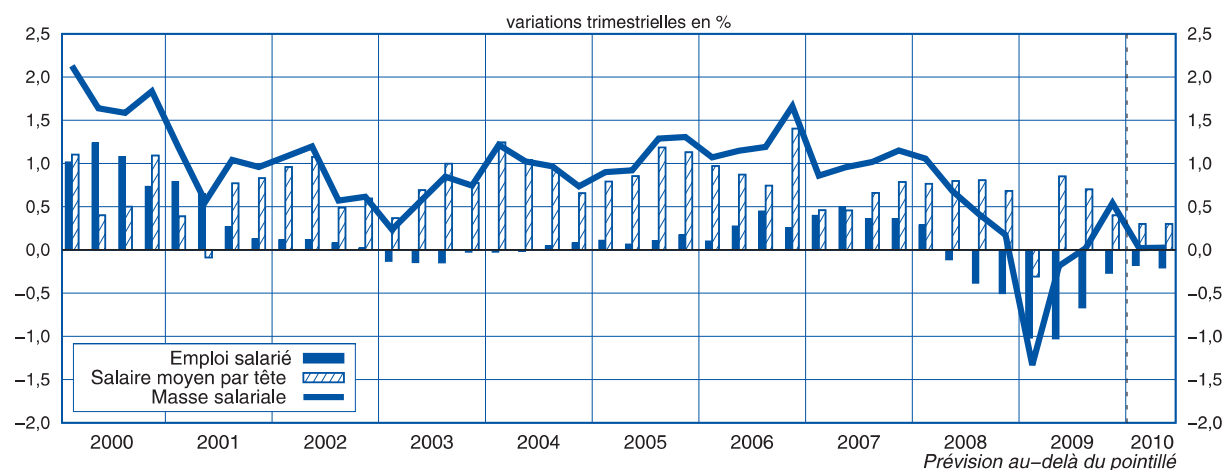
Au premier semestre 2010, la masse salariale reçue par les ménages continuerait de croître (+0,5 % en moyenne semestrielle après +0,4 % au second semestre 2009) et l'EBE des entrepre-

neurs individuels se redresserait (+0,4 % après -0,3 %). Au total, les revenus d'activité accéléreraient légèrement (+0,5 % après +0,3 %).

Les prestations sociales décéléreraient début 2010 après leur forte hausse en 2009

En 2009, les prestations sociales en espèces ont été très dynamiques (+4,9 % après +3,5 % en 2008 ; cf. tableau 3). En particulier, les prestations d'assistance sociale ont fortement augmenté (+12,0 % après -3,4 % en 2008). Les ménages ont en effet perçu au premier semestre 2009 deux primes exceptionnelles dans le cadre du plan de relance : la prime de solidarité active et la prime de 150€ aux bénéficiaires de l'allocation de rentrée

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

Tableau 2
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

	évolution en %								
	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles			
	2008		2009		2010	2007	2008	2009	
	S1	S2	S1	S2	S1				
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	2,1	1,0	-1,5	0,0	0,2	4,8	3,8	-1,0	
dont : salaire moyen par tête	1,7	1,7	0,2	1,3	0,7	3,2	3,3	1,8	
Entreprises financières (5 %)	-0,7	-1,0	3,8	0,5	0,7	3,4	-0,7	3,5	
Administrations publiques (23 %)	1,0	1,1	1,0	1,1	1,2	2,9	2,1	2,1	
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	2,7	3,3	2,9	2,6	2,5	7,9	6,1	5,9	
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	1,8	1,0	-0,5	0,4	0,5	4,4	3,3	0,2	
dont : secteurs concurrentiels non agricoles	2,0	0,8	-1,3	0,0	0,2	4,6	3,5	-0,9	

■ Préviation

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

Source : Insee

scolaire. La mise en place du revenu de solidarité active a également contribué à cette progression. Enfin, les prestations de Sécurité sociale ont accéléré en 2009 (+4,7 % après +4,2 % en 2008) : les allocations chômage ont fortement augmenté, en raison de la dégradation du marché du travail.

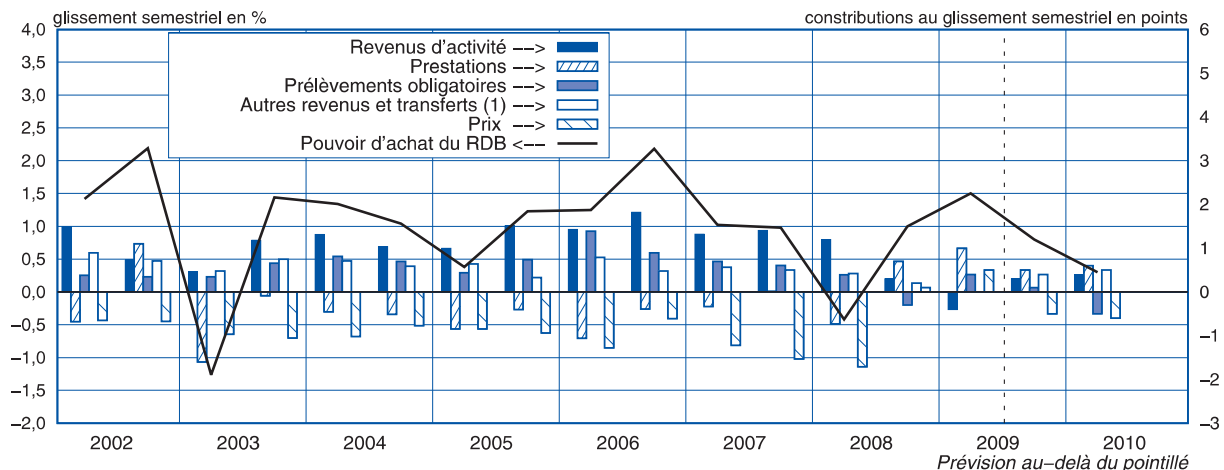
Au premier semestre 2010, la croissance des prestations sociales se modérerait quelque peu pour revenir sur sa tendance moyenne (+2,1 % après +2,5 % au second semestre 2009). D'une part, les prestations de Sécurité sociale ralentiraient, notamment les allocations chômage, le marché du travail se dégradant moins vivement. Mais d'autre

part, les prestations d'assistance sociale accéléreraient, après le contrecoup fin 2009 des primes exceptionnelles versées au printemps dernier.

Après une nette baisse en 2009, les prélèvements obligatoires accéléreraient début 2010

Les prélèvements obligatoires ont reculé en 2009 (-1,2 % après +3,5 % en 2008). En effet, les impôts versés par les ménages ont nettement fléchi (-2,9 % après +4,6 % en 2008). Cette baisse des

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants
Source : Insee

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2008		2009		2010	2007	2008	2009
	S1	S2	S1	S2	S1			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)	1,6	2,2	2,5	2,5	2,1	3,6	3,5	4,9
Prestations de Sécurité Sociale (71 %)	2,0	2,4	2,0	2,9	2,1	3,9	4,2	4,7
Prestations de régimes privés (7 %)	0,6	2,5	0,8	4,0	2,2	1,6	2,5	4,1
Prestations directes d'employeur (14 %)	2,1	1,6	1,1	1,4	1,6	5,9	4,4	2,7
Prestations d'assistance sociale (8 %)	-2,5	1,0	11,6	-0,2	2,2	-0,5	-3,4	12,0
Total des prélèvements sociaux	1,7	0,6	-0,1	1,4	1,3	3,5	2,8	1,0
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	1,6	0,5	-0,3	1,4	1,3	3,4	2,6	0,6
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (64 %)	1,9	0,5	-0,6	1,4	1,4	3,5	2,9	0,3
Cotisations des salariés (29 %)	0,7	0,6	-0,2	1,2	1,3	3,6	1,6	0,7
Cotisations des non-salariés (7 %)	2,9	0,1	2,0	1,9	0,8	2,0	3,8	3,0

Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

recettes de l'impôt sur le revenu a traduit d'une part le ralentissement des revenus en 2008, d'autre part certains allègements fiscaux prévus du plan de relance⁽¹⁾, et enfin la réforme de la taxation des dividendes⁽²⁾. Par ailleurs, les cotisations versées par les salariés ont décéléré en 2009 (+0,7 % après +1,6 % en 2008), en raison du ralentissement de la masse salariale. Les cotisations versées par les non-salariés ont également ralenti (+3,0 % en 2009 après +3,8 % en 2008).

(1) Suppression des deux derniers tiers et des dernières mensualités pour les contribuables les moins aisés.

(2) La mesure de taxation des dividendes au prélèvement forfaitaire libératoire a permis d'anticiper en 2008 le versement de l'impôt qui aurait dû être perçu en 2009 : il y a donc eu double perception en 2008. En 2009, le montant perçu est revenu à un niveau habituel.

Au premier semestre 2010, les prélèvements obligatoires repartiraient à la hausse (+2,3 % après -1,3 % au second semestre 2009), en lien avec le redressement des impôts versés par les ménages (+3,2 % après -3,3 %). En effet, l'impôt sur le revenu ne serait plus tiré vers le bas par des mesures de baisse, contrairement à 2009. ■

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations. . .) ou pour prévoir le PIB. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir

compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2008, la croissance du nombre d'unités de consommation est de 0,7 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,4 %).

Ainsi, en 2009, le pouvoir d'achat par unité de consommation se redresserait (+1,5 % après +0,0 % en 2008). Par habitant, la hausse serait de 1,7 % et de +0,8 % par ménages, après -0,7 % en 2008. ■

Consommation et investissement des ménages

Au quatrième trimestre 2009, la consommation des ménages a rebondi (+0,9 % en variation trimestrielle après +0,1 % au troisième trimestre). En effet, les ménages ont massivement acheté des automobiles pour profiter, avant la fin de l'année, des conditions les plus avantageuses de la prime à la casse et du bonus-malus. Le pouvoir d'achat ralentissant, les ménages ont puisé dans leur épargne pour financer ces dépenses : leur taux d'épargne a ainsi reculé de 17,0 % à 16,4 %.

Au premier trimestre 2010, la consommation ralentirait nettement (+0,1 %), traduisant la faiblesse du pouvoir d'achat et le contrecoup de la prime à la casse à partir du 1^{er} janvier 2010. Ce contrecoup serait quelque peu atténué par un rebond de la consommation d'énergie, conséquence d'un hiver plus rigoureux. Au deuxième trimestre, le contrecoup de la prime à la casse continuerait de peser sur la consommation des ménages, qui reculerait de 0,2 %. Les ménages épargneraient la totalité des gains du pouvoir d'achat du deuxième trimestre et le taux d'épargne remonterait de 0,4 point à 16,8 %.

À l'horizon de la prévision, la baisse de l'investissement des ménages qui a débuté en 2008 s'atténuerait progressivement (-1,9 % puis -0,4 % aux premier et deuxième trimestres 2010).

Au quatrième trimestre 2009, la consommation a tiré profit du dispositif de prime à la casse

Au quatrième trimestre 2009, la consommation des ménages a fortement augmenté (+0,9 %), après avoir quasiment stagné aux trois premiers trimestres (cf. tableau). Les ménages ont avancé leurs achats d'automobiles, pour tirer pleinement profit de la prime à la casse et du bonus-malus avant que ces dispositifs deviennent moins généreux. En effet, à compter du premier janvier 2010, la prime à la casse a été réduite (de 1 000€ à 700€) et les conditions d'attribution du bonus ont été durcies.

Les ménages ont puisé dans leur épargne pour financer ces achats, leur pouvoir d'achat ayant ralenti au quatrième trimestre. Ainsi, leur taux d'épargne aurait baissé de 0,6 point pour s'établir à 16,4 %, après avoir atteint le niveau record de 17,0 % au troisième trimestre.

Ce bond de la consommation automobile (+14,9 % après -1,3 % au troisième trimestre) a porté la consommation en produits manufacturés (+2,9 % après -0,3 % au troisième trimestre). Les ménages ont bénéficié de températures douces au quatrième trimestre et leur consommation en énergie n'a que légèrement augmenté (+0,7 %), après deux trimestres de baisse (-1,3 % puis -3,2 %). La consommation de services a légèrement accéléré (+0,5 % après +0,3 % au troisième

Dépenses de consommation et investissement des ménages

évolution en %

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles		
	2008				2009				2010		2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Dépenses totales de consommation des ménages	-0,2	0,1	0,3	0,0	0,2	0,3	0,1	0,9	0,1	-0,2	0,9	0,8	0,7
dont :													
Alimentation (17 %)	0,0	-0,6	0,1	0,6	-0,7	0,8	1,0	-0,6	0,2	0,2	-0,1	0,6	0,6
Produits manufacturés (24 %)	-1,1	-0,4	0,3	-1,3	0,6	1,0	-0,3	2,9	-2,0	-1,5	-0,6	1,0	-0,9
Énergie (7 %)	-4,4	1,7	0,8	0,9	-0,6	-1,3	-3,2	0,7	4,0	-1,5	0,4	-1,5	1,4
Services (52 %)	0,5	0,0	0,0	0,2	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,5	1,2	1,1	1,4
Investissement des ménages	0,1	-1,4	-2,8	-2,5	-1,7	-1,6	-2,3	-2,7	-1,9	-0,4	-1,4	-8,1	-5,6

Prévision

Source : Insee

trimestre). En revanche, la consommation de produits alimentaires s'est repliée (-0,6 %) après la nette hausse du troisième trimestre (+1,0 %).

Au premier semestre, la consommation serait atone

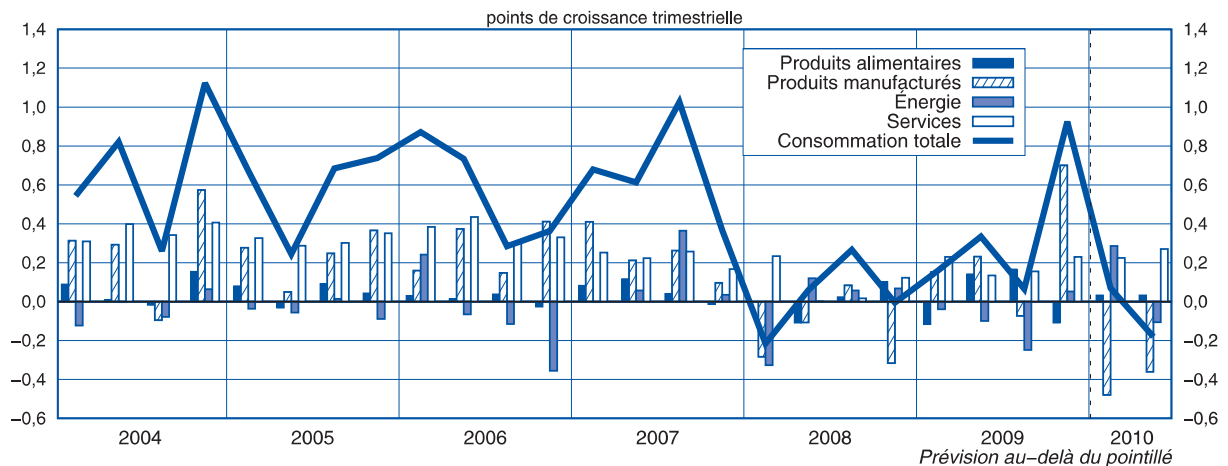
Au premier trimestre 2010, la consommation stagnerait (+0,1 %). En effet, la faiblesse du pouvoir d'achat pèserait sur la consommation, et le rebond des achats d'automobiles du quatrième trimestre serait suivi par un contrecoup, déjà perceptible dans la chute des immatriculations en début d'année (cf. graphique 3). Ainsi, la consommation en produits manufacturés serait en net repli (-2,0 % sur le premier trimestre). En revanche, après une année 2009 plutôt clémente, la consommation d'énergie rebondirait du fait d'un hiver

particulièrement rigoureux (+4,0 % sur le premier trimestre). Les dépenses de consommation de services resteraient dynamiques (+0,4 %).

Au deuxième trimestre, les ménages réduiraient légèrement leur consommation (-0,2 %). En effet, le contrecoup à la prime à la casse se poursuivrait (cf. graphique 3). Par conséquent, la consommation en biens manufacturés reculerait de nouveau fortement (-1,5 %). Par ailleurs, les dépenses d'énergie seraient en repli après le rebond du premier trimestre (-1,5 %). En revanche, les dépenses de consommation en services accéléreraient légèrement (+0,5 %) tandis que les dépenses de consommation alimentaire seraient quasi stables (+0,2 %).

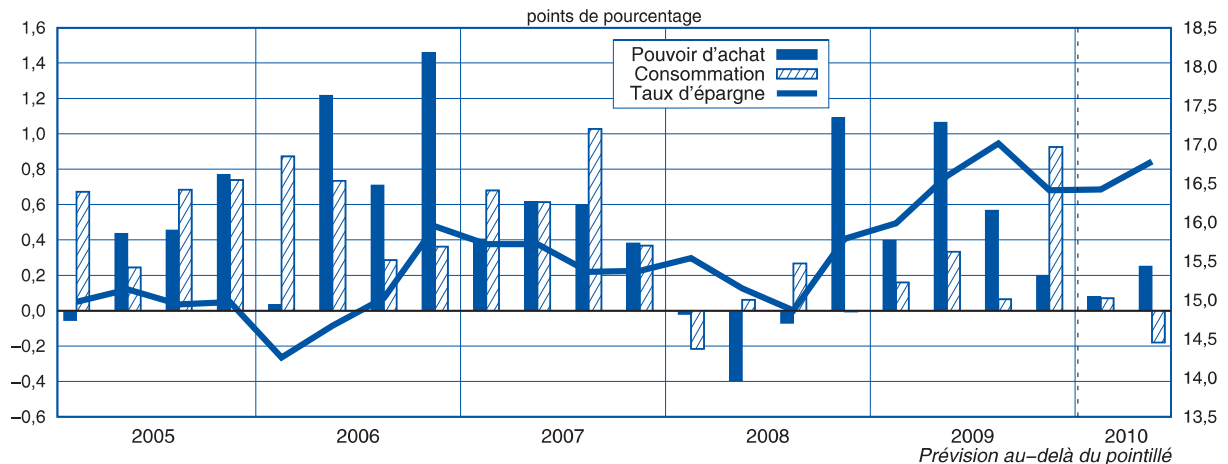
Au deuxième trimestre 2010, le taux d'épargne atteindrait 16,8 %, niveau proche du haut niveau atteint au troisième trimestre 2009 (cf. graphique 2).

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee

2 - Taux d'épargne et taux d'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat de revenu disponible brut



Source : Insee

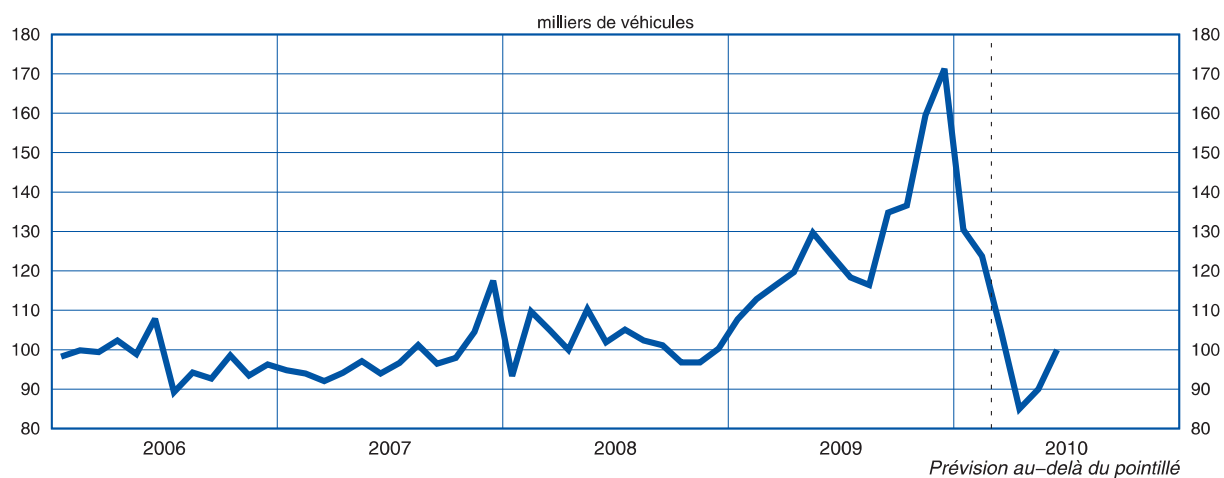
En effet, la hausse du chômage continuerait d'inciter les ménages à se constituer un volant important d'épargne par précaution.

continuerait de se contracter à l'horizon de la prévision, mais cette contraction serait de moins en moins vive : elle passerait de -2,7 % au quatrième trimestre 2009 à une quasi-stabilisation (-0,4 %) au deuxième trimestre 2010. ■

Vers une stabilisation de l'investissement des ménages

Depuis la mi 2008, les ménages réduisent leur investissement, principalement constitués d'achats de logements neufs. L'investissement des ménages

3 - Immatriculations de véhicules particuliers neufs (achats des ménages)



Source : Insee, CCFA, SOeS

Éclairage - La consommation des Français à l'épreuve de la crise

Une croissance ralentie de la consommation depuis début 2008

Depuis le premier trimestre 2008, la croissance de la consommation des ménages français a nettement fléchi : entre 2000 et 2007, elle était en moyenne égale à +2,8 % par an, en volume ; elle a été divisée par deux sur la période 2008-2009, pour s'établir à +1,4 %. Afin de déterminer sur quels postes les ménages ont ajusté leur consommation, nous comparons les contributions des différents produits à la croissance de la consommation, avant et pendant la crise, et leur croissance moyenne sur ces périodes.

Des économies sur la plupart des postes de consommation, avec des nuances

Face à la crise, et notamment à la montée du chômage, les Français ont fait preuve de prudence dans leurs achats. Cette prudence s'est traduite sur la plupart des postes de consommation, dont les évolutions ont été nettement moins dynamiques qu'avant la crise. Plusieurs catégories de produits se dessinent cependant :

1- Les produits «sacrifiés» : sur ces produits, les Français ont diminué leur consommation. Il s'agit des produits : textile-cuir, papeterie-édition, quincaillerie-bricolage, réparations-transports, et les produits manufacturés divers. Ces postes représentent environ 23 % de la consommation totale et expliquent la moitié de son ralentissement depuis 2008.

2- Les produits «en retrait» : pour ces postes, le rythme des dépenses s'est quelque peu essoufflé. Il s'agit de plus gros postes, qui totalisent 63 % de la consommation totale des ménages. Ce sont les biens durables, les produits alimentaires et le tabac, les dépenses pré-engagées des ménages (loyers, télécommunications, assurances, électricité, gaz) et les services personnels et de loisirs (hôtels, cafés, restaurants, sorties culturelles et sportives ainsi que les services personnels et domestiques). Ces produits expliquent l'autre moitié de l'inflexion de la consommation. Cependant, le fort ralentissement des dépenses pré-engagées des ménages était déjà amorcé en 2007.

3- Les produits «préservés». Pendant la crise, les ménages ont maintenu quasiment stable la croissance de leurs achats pour certaines catégories de produits. La consommation en produits de santé a ainsi été préservée. La consommation en services et en automobiles a même accéléré légèrement.

La prime à la casse soutient la consommation en 2009

Le cas de l'automobile est un peu particulier. En 2008, les Français ont commencé par réduire leurs achats d'automobiles. Mais, en 2009, du fait de la mise en œuvre de la prime à la casse, ce poste a à nouveau soutenu la croissance de la consommation totale, et ce au-delà de ce qui avait été constaté depuis 2000. ■

Contributions à la croissance annuelle de la consommation totale et croissance moyenne de chaque poste

en volume

	Contributions			Croissance moyenne du poste	
	2000 à 2007	2008 à 2009	écart de contribution	2000 à 2007	2008 à 2009
Produits "sacrifiés"					
Textile-cuir	0,1	-0,1	-0,2	2,0	-2,1
Papier-édition	0,0	0,0	0,0	-0,3	-2,2
Quincaillerie-bricolage	0,1	-0,1	-0,2	2,6	-4,2
Divers prod manufs	0,1	0,0	-0,2	3,6	-0,2
Réparations-transports	0,1	-0,1	-0,2	0,6	-1,2
Produits "en retrait"					
Durables	0,7	0,6	-0,1	12,3	7,3
Alimentaire-tabac	0,1	0,1	-0,1	0,7	0,4
Dépenses préengagées	0,9	0,5	-0,4	3,3	1,9
Services personnels et de loisir	0,3	0,0	-0,3	2,6	-0,2
Produits "préservés"					
Auto	0,0	0,1	0,0	1,2	2,2
Santé, hygiène	0,1	0,1	0,0	3,7	3,3
Services divers	0,2	0,3	0,1	3,7	5,8
TOTAL	2,8	1,4	-1,5		

Source : Insee

Résultats des entreprises

En 2009, le taux de marge des sociétés non financières a reculé (31,6 % après 32,3 % en 2008, mesuré au coût des facteurs). En effet, la hausse du salaire réel moyen par tête (cf. fiche Salaires) a plus que compensé l'amélioration des termes de l'échange qu'a occasionné le recul des prix du pétrole. La baisse de la productivité du travail, cohérente avec la chute de l'activité fin 2008 et début 2009, a également pesé sur les résultats des entreprises.

Au premier semestre 2010, le taux de marge mesuré au coût des facteurs progresserait nettement. Au deuxième trimestre, il serait supérieur de 1,4 point à son niveau de la fin 2009. Il bénéficierait du redressement de la productivité du travail et de la suppression de la taxe professionnelle, qui le soutiendrait à hauteur de 0,8 point.

En 2009, le taux de marge s'est replié

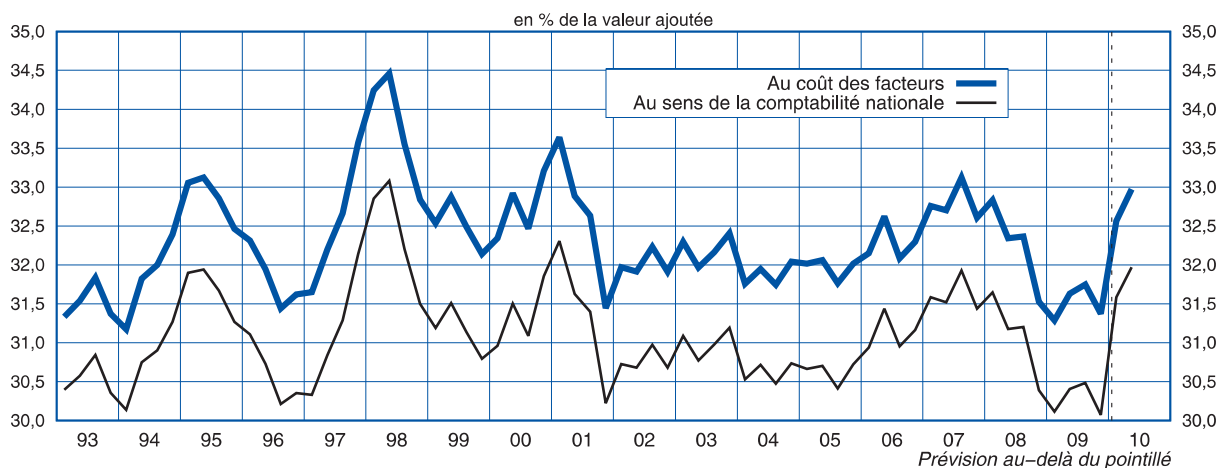
En 2009, le taux de marge des sociétés non financières a nettement baissé. Au coût des facteurs, il se situe à 31,6 %, soit nettement en dessous de son niveau de 2008 (32,3 % cf. tableau). Cette baisse résulte principalement de la hausse du salaire réel qui a pesé sur le taux de marge tout au long de

l'année. Elle a été accentuée par le repli de la productivité (contribution de -0,2), l'emploi s'ajustant avec retard à la contraction de l'activité. Toutefois, des termes de l'échange plus favorables, dans le sillage de la chute des prix du pétrole, ont atténué le repli du taux de marge (contribution de +0,9 point)

Mais il s'est stabilisé en cours d'année avec le retour de la croissance

La baisse du taux de marge sur l'année 2009 s'est concentrée au plus fort de la crise. En effet, fin 2008 - début 2009, la forte contraction de l'activité n'a pas été accompagnée d'une baisse de l'emploi comparable, et le repli de la productivité a fortement pesé sur le taux de marge (contributions de -0,8 point au quatrième 2008 et au premier trimestre 2009). À partir du deuxième trimestre 2009 le rebond de la productivité a favorisé son rétablissement (contributions de +1,1, +0,6 et +0,6 respectivement aux deuxième, troisième et quatrième trimestres). Toutefois, la hausse des salaires réels a continué de pousser le taux de marge à la baisse (contributions de -0,6, -0,3 et -0,1). Au total, le taux de marge s'est établi à 31,6 % fin 2009 (contre 31,5 % fin 2008).

1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



Source : Insee

Le taux de marge se redresserait au premier semestre 2010

Au premier trimestre 2010, le taux de marge des entreprises mesuré au coût des facteurs augmenterait très nettement (+1,1 point). Les gains prévus de la productivité du travail contribueraient de nouveau à sa hausse (contribution au taux de marge de +0,4 point). De plus, le salaire réel stagnerait avec la remontée des prix à la consommation et le ralentissement du salaire nominal (cf. fiche Salaires). Surtout, la réforme de la taxe professionnelle contribuerait à hauteur de +0,8 point⁽¹⁾ à la hausse du taux de marge au coût des facteurs (cf. encadré « Réforme de la taxe professionnelle et excédent brut d'exploitation des entreprises » de la Note de conjoncture de décembre 2009).

(1) Cette contribution de la suppression de la taxe professionnelle est reflétée dans le ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale.

Au deuxième trimestre, le taux de marge au coût des facteurs augmenterait de nouveau (+0,3 point), la productivité du travail contribuant fortement à cette hausse (+0,3 point). Parallèlement, les salaires réels stagneraient (contribution de 0,0 point), en raison principalement des effets modérateurs de la hausse du chômage et de la faible inflation passée sur les revalorisations salariales.

Depuis la mi-2008 et jusqu'à fin 2009, les variations conjoncturelles du taux de marge au sens de la comptabilité nationale ont été proches de celles du taux de marge au coût des facteurs. Au premier trimestre 2010, le taux de marge au sens de la comptabilité nationale augmenterait plus que celui au coût des facteurs en raison de l'effet de la taxe professionnelle, qui joue différemment selon que l'on adopte l'un ou l'autre de ces deux concepts (voir encadré précité). Finalement, il s'établirait, à la mi-2010, à 32,0 % soit 1,7 point au-dessus de son niveau de la fin 2009. Mesuré hors réforme de la taxe professionnelle (30,8 %), le taux de marge au sens de la comptabilité nationale aurait retrouvé, au deuxième trimestre 2010, le niveau moyen observé entre 2000 et 2007 (31 %). ■

Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2008				2009				2010		2008	2009	2010 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Taux de marge (en niveau)⁽¹⁾	31,6	31,2	31,2	30,4	30,1	30,4	30,5	30,3	31,7	32,0	31,1	30,3	32,0
Variation du taux de marge	0,2	-0,5	0,0	-0,8	-0,3	0,3	0,1	-0,2	1,4	0,3	-0,5	-0,8	1,6
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)⁽²⁾	32,8	32,3	32,4	31,5	31,3	31,6	31,7	31,6	32,7	33,0	32,3	31,6	32,9
Variation du taux de marge au coût des facteurs	0,2	-0,5	0,0	-0,8	-0,2	0,3	0,1	-0,1	1,1	0,3	-0,5	-0,7	1,4
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs													
des gains de productivité	0,3	-0,5	0,2	-0,8	-0,8	1,1	0,6	0,6	0,4	0,3	-0,1	-0,2	1,9
du salaire par tête réel	0,0	0,0	-0,3	-1,0	0,2	-0,6	-0,3	-0,1	0,0	0,0	-0,3	-1,3	-0,4
du taux de cotisation employeur	0,0	0,1	0,0	0,2	-0,1	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,3
du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation	0,0	-0,2	0,1	0,8	0,5	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,2	0,9	-0,2
du ratio du prix de la VA au coût des facteurs au prix de la VA	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	-0,1	0,4

Prévision

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :
 - les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;
 - les évolutions du salaire réel moyen par tête (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
 - d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale, ce ratio augmente en 2010 en raison de la suppression de la taxe professionnelle.
 Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :
 (2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W.L}{Y.P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{SMPT}{P_c} \frac{P_c}{P_{va}}$$

Source : Insee

Investissement des entreprises et stocks

En 2009, les entreprises ont diminué de 7,7 % leurs investissements, réduisant drastiquement leurs investissements en produits manufacturés (-13,3 %). Début 2010, les chefs d'entreprise seraient hésitants dans la mise en œuvre de nouveaux projets d'investissement, malgré l'amélioration de leurs conditions de financement. En effet, leurs perspectives de demande sont encore modestes et leurs capacités productives toujours sous-exploitées. Ainsi l'investissement des entreprises ne rebondirait qu'au deuxième trimestre, et modestement.

Au quatrième trimestre 2009, les variations de stocks ont fortement soutenu la croissance (+0,9 point, après -0,1 point au troisième trimestre). Néanmoins, sur l'ensemble de l'année 2009, les stocks ont pesé sur la croissance à hauteur de 1,4 point. Ils auraient un effet quasi neutre sur la croissance du premier semestre 2010.

En 2009, l'investissement des entreprises a chuté de 7,7 %

Au quatrième trimestre 2009, la formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières (ENF) a continué de baisser (-0,8 % après -1,0 % au troisième trimestre, cf. tableau 1). En effet, les capacités de production sont encore faiblement sollicitées (cf. graphique 1) et les perspectives de demande, telles que rapportées dans les enquêtes de conjoncture, restent modestes. L'investissement en produits manufacturés a un peu plus reculé (-0,5 % après -0,3 %) : les achats de biens d'équipement ont continué de chuter (-3,4 % après

-1,7 %) mais cette chute a été en partie compensée par le bond de l'investissement en automobiles (+6,1 %, après +2,8 %). Comme les ménages, les entrepreneurs ont cherché à profiter des conditions plus avantageuses de la prime à la casse et du bonus-malus avant leur durcissement au 1^{er} janvier. En revanche, les dépenses en construction et en service ont moins baissé (-1,6 % et -0,3 % respectivement, après -2,4 % et -0,6 % au troisième trimestre).

Au total, sur l'ensemble de l'année 2009, l'investissement des ENF a chuté de 7,7 % par rapport à 2008. Cette chute a principalement touché l'investissement en produits manufacturés (-13,3 %) ; l'investissement en construction a reculé de 4,8 % et les autres investissements de 2,1 %. Le taux d'investissement⁽¹⁾ des ENF a enregistré en parallèle une baisse continue : il s'établit à 18,3 % fin 2009 (cf. graphique 2), après 19,4 % fin 2008.

Redressement modéré à partir du deuxième trimestre 2010

Sur la première partie de l'année, les ENF ne redémarreraient leurs investissements qu'à partir du deuxième trimestre 2010 (+0,6 %), après les avoir légèrement baissés au premier (-0,4 %). En effet, les facteurs de soutien à l'investissement sont en demi-teinte. D'un côté, les conditions de financement commencent à s'assouplir : les critères d'attribution des crédits bancaires aux entreprises se sont détendus ; la rentabilité s'améliore et elle serait nettement soutenue début 2010 par la réforme

(1) Rapport de la FBCF sur la valeur ajoutée

Tableau 1

Formation brute de capital fixe des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2008				2009				2010		2008	2009	2010 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés (41 %)	3,6	-1,7	-2,1	-5,5	-6,4	-2,2	-0,3	-0,5	0,6	0,8	1,7	-13,3	0,1
Bâtiment et travaux publics (29 %)	1,6	-1,8	0,2	-1,4	-1,7	-0,2	-2,4	-1,6	-2,5	0,4	3,6	-4,8	-4,6
Autres (29 %)	0,3	-0,6	1,0	-0,8	-1,0	-0,6	-0,6	-0,3	0,3	0,5	2,3	-2,1	0,0
Ensemble des ENF (100 %)	2,1	-1,4	-0,6	-3,1	-3,4	-1,2	-1,0	-0,8	-0,4	0,6	2,4	-7,7	-1,3

Prévision

Source : Insee

Conjoncture française

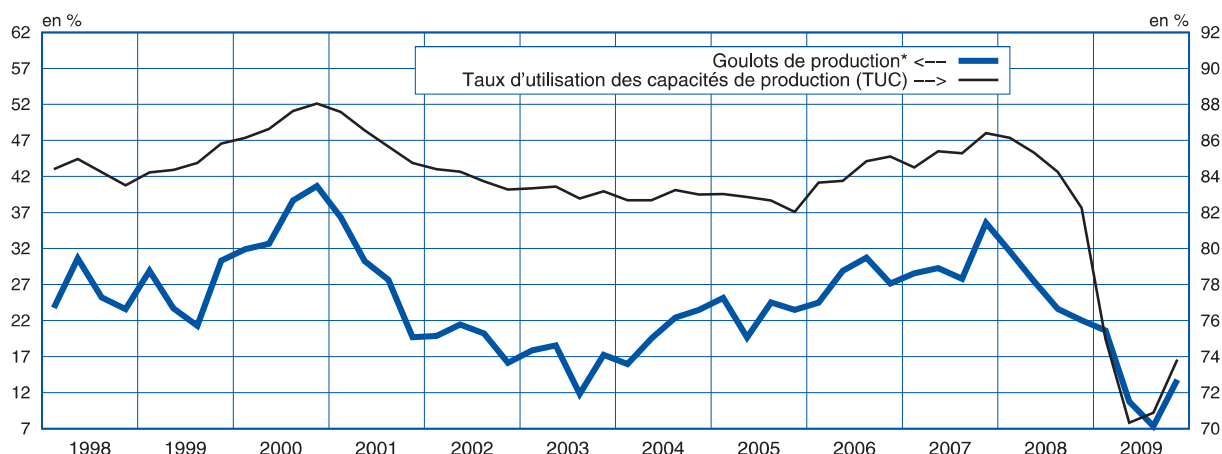
de la taxe professionnelle. Mais, d'un autre côté, les perspectives d'activité demeurent modestes, les carnets de commandes restent peu fournis et l'appareil productif est encore peu sollicité, comme l'indiquent les enquêtes de conjoncture.

L'investissement en produits manufacturés augmenterait modérément au premier semestre (+0,6 % au premier trimestre puis +0,8 % au deuxième). Selon les grossistes interrogés en janvier 2010, les intentions de commandes en biens d'équipement, qui représentent les deux tiers de l'investissement en produits manufacturés, sont toujours en nette progression, mais restent légèrement inférieures à la normale.

L'investissement en construction se replierait au premier trimestre (-2,5 %), en partie du fait d'un hiver plus rigoureux qu'à l'accoutumée. Les entrepreneurs du secteur de la construction interrogés en janvier 2010 prévoient en effet que leur activité continuerait de se replier. Par contrecoup, l'investissement en construction se redresserait légèrement au deuxième trimestre (+0,4 %).

Enfin, comme le suggèrent les perspectives des secteurs « activités informatiques » et « activités en conseil et assistance », les entreprises limiteraient également leurs autres investissements (+0,3 % au premier trimestre puis +0,5 % au deuxième).

1 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.

Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance

en points de PIB

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles			
	2008				2009				2010		2008	2009	2010 acquis	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Produits agricoles et agroalimentaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits manufacturés	0,2	0,2	-0,2	-0,9	-0,8	-0,4	0,0	0,7	0,1	0,1	-0,4	-1,6	0,6	
dont : Biens de consommation	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0			-0,1	-0,1		
Automobile	0,3	-0,3	0,0	-0,6	-0,2	-0,1	0,2	-0,1			-0,1	-0,7		
Biens d'équipement	-0,1	0,4	-0,3	0,1	0,2	-0,1	-0,3	0,6			-0,1	0,1		
Biens intermédiaires	0,0	0,1	0,1	-0,3	-0,6	-0,2	0,1	0,3			-0,1	-0,8		
Produits énergétiques	0,0	-0,1	0,2	0,3	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	
TOTAL (1)	0,1	0,1	0,0	-0,5	-0,7	-0,6	-0,1	0,9	0,1	0,0	-0,3	-1,4	0,6	

■ Prévision

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Les variations de stocks ont fortement soutenu la croissance du quatrième trimestre 2009

Au quatrième trimestre 2009, la contribution de la variation des stocks a été nettement positive (+0,9 point, après -0,1 point au troisième trimestre, cf. tableau 2), principalement du fait des mouvements de stocks dans l'industrie manufacturière.

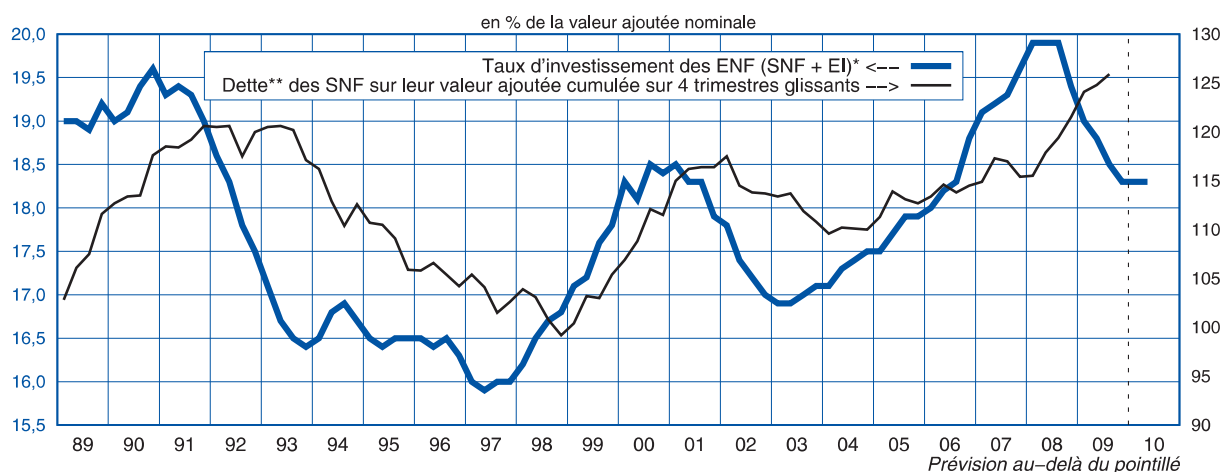
Cette contribution positive des stocks de produits manufacturés à la croissance traduit pour partie la nette baisse des exportations aéronautiques, navales et ferroviaires, après deux trimestres exceptionnels, alors que la production est restée en hausse. Les stocks y ont ainsi joué leur rôle d'amortisseurs

des fluctuations de la demande sur la production. En revanche, dans le secteur automobile, les stocks ont eu un effet quasiment neutre sur l'activité.

À l'horizon de la prévision, les stocks joueraient un rôle quasi neutre sur la croissance

Au premier semestre 2010, les stocks devraient jouer un rôle quasi neutre sur la croissance (cf. tableau 2). En effet, même si les industriels considèrent leurs stocks comme très légers et si la détente actuelle des conditions financières allègera quelque peu le coût de détention des stocks, la demande globale et les perspectives de production demeurent à des niveaux peu élevés. ■

2 - Taux d'investissement et d'endettement



* Entreprises non financières (ENF) = sociétés non financières (SNF) + entreprises individuelles (EI).

** La dette comprend les crédits des institutions financières et les titres de créances.

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France, comptes financiers trimestriels et annuels rétrosopés avant 1994

Production

Au quatrième trimestre 2009, la production de l'ensemble des biens et services a augmenté (+0,6 % après 0,3 % au trimestre précédent), du fait principalement des services marchands et de l'industrie manufacturière. En février, le climat des affaires en France s'est stabilisé en dessous de sa moyenne de long terme, d'après les chefs d'entreprise interrogés dans les enquêtes de conjoncture. Les perspectives d'activité devraient donc être modérées au premier semestre. La production ralentirait : +0,3 % aux premier et deuxième trimestres. À la fin du premier semestre 2010, elle aurait un acquis de croissance de +1,3 % pour l'année 2010. En 2009, elle avait enregistré une baisse exceptionnelle de 3,1 %.

La production continuerait de progresser d'ici le premier semestre 2010

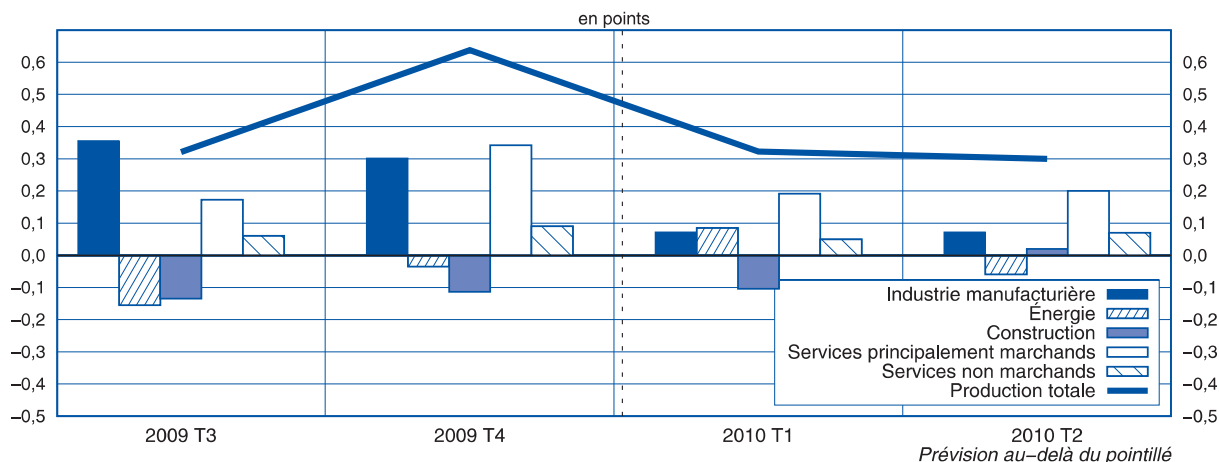
Au quatrième trimestre 2009, la production a confirmé son rebond (+0,6 % après +0,3 % au troisième trimestre 2009, cf. compte associé). Ce rebond est dû à la contribution de l'industrie manufacturière et des services marchands (+0,3 point chacun). À l'opposé, la construction a continué de peser sur la croissance avec une contribution de -0,1 point (cf. graphique 1).

En février, le climat des affaires en France s'est stabilisé à un niveau toujours inférieur à sa moyenne de longue période, mais l'indicateur de retournement construit à partir des données d'enquête demeure dans une zone favorable. La croissance de la production au premier semestre 2010 devrait ainsi être modérée (+0,3 % puis +0,3 % aux premier et deuxième trimestres). En particulier, la production manufacturière ralentirait nettement (+0,4 % par trimestre), et la hausse de la production serait largement imputable à celle des services marchands.

La production manufacturière ralentirait au premier semestre 2010

La production manufacturière a continué de progresser au quatrième trimestre 2009 : +1,7 % après +2,0 % au troisième trimestre. Elle a augmenté dans la plupart des secteurs à l'exception des biens de consommation (-0,3 %). Elle a en particulier continué de progresser nettement dans l'automobile (+3,7 %), après un troisième trimestre très dynamique (+7,7 %). Dans les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipement, la production a également progressé (respectivement +2,0 % et +1,9 %).

1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

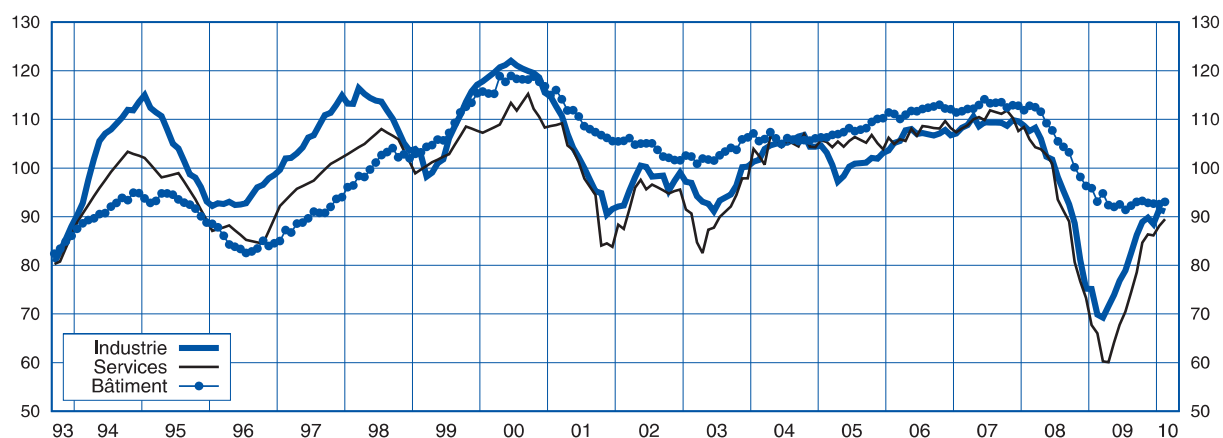
Depuis la fin 2009, le climat des affaires se stabilise dans l'industrie (cf. graphique 2). Les industriels interrogés en février estiment que leur production passée est restée stable et que leurs carnets de commandes demeurent peu fournis. Aussi, la production manufacturière croîtrait au premier trimestre à un rythme nettement moins soutenu qu'au trimestre précédent (+0,4 %). Au deuxième trimestre 2010, elle progresserait au même rythme (+0,4 %), de façon cohérente avec l'opinion des industriels sur leurs perspectives personnelles, qui se stabilise (cf. graphique 3). Au total, la production industrielle serait encore loin de son niveau d'avant la crise (cf. graphique 4). Après une contraction exceptionnelle de 10,5 % en 2009, l'acquis de croissance annuelle pour la production manufacturière s'établirait à +3,3 % à la fin du deuxième trimestre 2010.

Dans la construction, la contraction de l'activité se modérerait progressivement

Au quatrième trimestre 2009, la production dans le secteur de la construction s'est de nouveau contractée : -1,6 %, après -1,8 % au troisième trimestre. Cette contraction a davantage concerné le bâtiment (-1,9 %) que les travaux publics (-0,7 %).

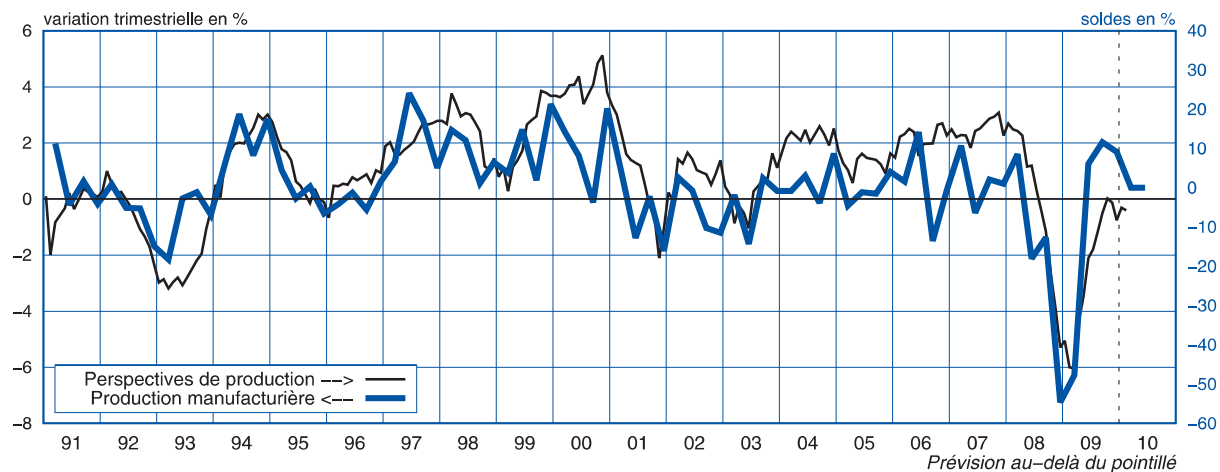
Les enquêtes de conjoncture font état de perspectives d'activité toujours moroses (cf. graphique 2), mais la stabilisation des mises en chantier actuellement observée laisse attendre une amélioration progressive dans les mois qui viennent. Au premier trimestre 2010, la production dans le secteur de la construction se contracterait de nouveau (-1,7 %). Le secteur des travaux publics serait particulièrement touché par la vague de froid du début

2 - Indicateurs synthétiques en France, dans l'industrie, les services et le bâtiment



Source : Insee

3 - Perspectives de production des industriels et production manufacturière



Source : Insee

d'année (cf. éclairage « Vagues de froid : des effets faiblement positifs sur l'activité »). Puis l'activité redémarrerait au deuxième trimestre (+0,2 %), avec notamment un rattrapage dans les travaux publics.

Au total, après la nette contraction de 2009 (-5,3 %), l'acquis de croissance de la production dans le secteur de la construction serait encore négatif à l'issue du deuxième trimestre 2010 (-3,8 %).

Services marchands : l'activité serait moins soutenue au premier semestre 2010

L'activité des services marchands (autres que commerce, activités financières et transport) a accéléré au dernier trimestre 2009 : elle a progressé de +0,6 % après +0,3 % au troisième trimestre 2009. La production a été dynamique dans le secteur des services aux entreprises (+0,7 % après +0,2 % au troisième trimestre). L'activité a été particulièrement soutenue dans le secteur des postes et télécommunications (+1,1 % après +0,1 %), et elle a également sensiblement accéléré dans les activités de conseil et assistance et dans les services opérationnels. Dans les activités immobilières l'accélération a été moins nette (+0,4 % après +0,3 %), alors que dans les services aux particuliers la production a légèrement ralenti (+0,5 % après +0,6 %).

Au premier trimestre 2010, l'activité ralentirait (+0,4 % après +0,6 %) puis elle se maintiendrait au deuxième trimestre (+0,5 %). Selon les chefs d'entreprise, l'amélioration de la conjoncture dans les services s'est poursuivie ces derniers mois mais moins vivement qu'au second semestre 2009. De plus, l'indicateur synthétique du climat des affaires s'établit à 89 en février, bien en deçà de sa moyenne de longue période (cf. graphique 2).

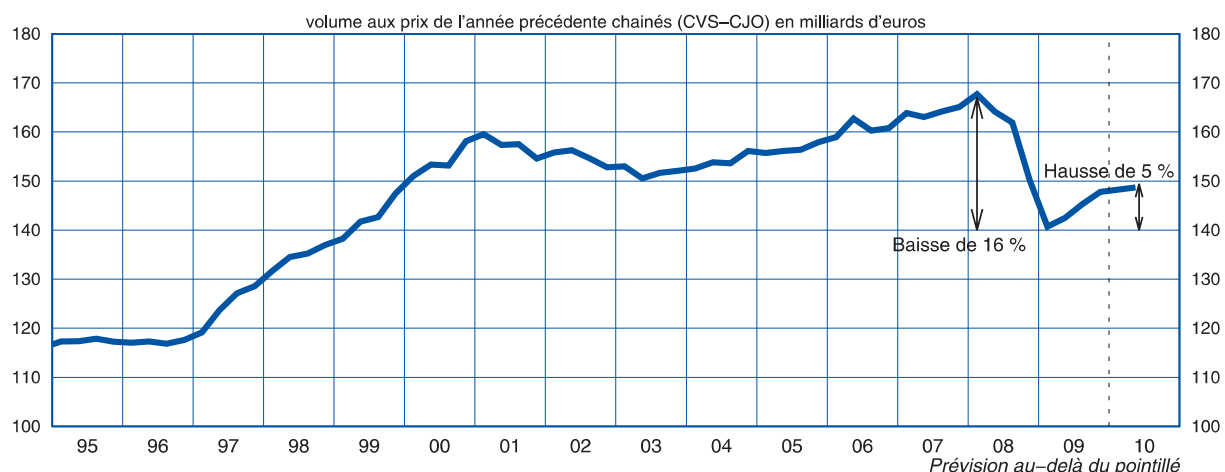
Commerce : l'activité ralentirait jusqu'au deuxième trimestre 2010

L'activité commerciale s'est redressée au second semestre 2009 (+0,2 % puis +1,0 % respectivement aux troisième et quatrième trimestres), après le creux du début d'année. Ce redressement est notamment imputable au dynamisme de la consommation des ménages au quatrième trimestre. En particulier, l'activité dans le commerce de détail et automobile s'est améliorée au second semestre. Elle doit une partie de cette amélioration au commerce automobile, ce dernier ayant bénéficié de l'impulsion de la prime à la casse. Par contre dans le secteur de la grande distribution, les ventes ne se sont pas redressées.

Au premier semestre 2010, l'activité commerciale ralentirait fortement puis se stabiliserait (+0,0 % par trimestre). Dans l'enquête de février 2010, l'indicateur synthétique dans le commerce de détail reste proche de sa moyenne de longue période, qu'il a retrouvée fin 2009. Les perspectives générales (cf. graphique 5) et les intentions de commandes stagnent. Tous les secteurs du commerce de détail seraient touchés par ce manque de dynamisme, lié au ralentissement de la consommation des ménages (cf. fiche « Consommation et investissement des ménages »). Parallèlement, les perspectives générales d'activité dans le commerce de gros demeurent en dessous de leur niveau de longue période.

Dans la branche transports, la production a légèrement progressé au quatrième trimestre 2009 (+0,6 %). Elle ralentirait au premier semestre 2010 (+0,5 % et +0,4 % respectivement aux premier et deuxième trimestres), en lien avec la progression de l'activité générale.

4 - Production de l'industrie manufacturière



Source : Insee

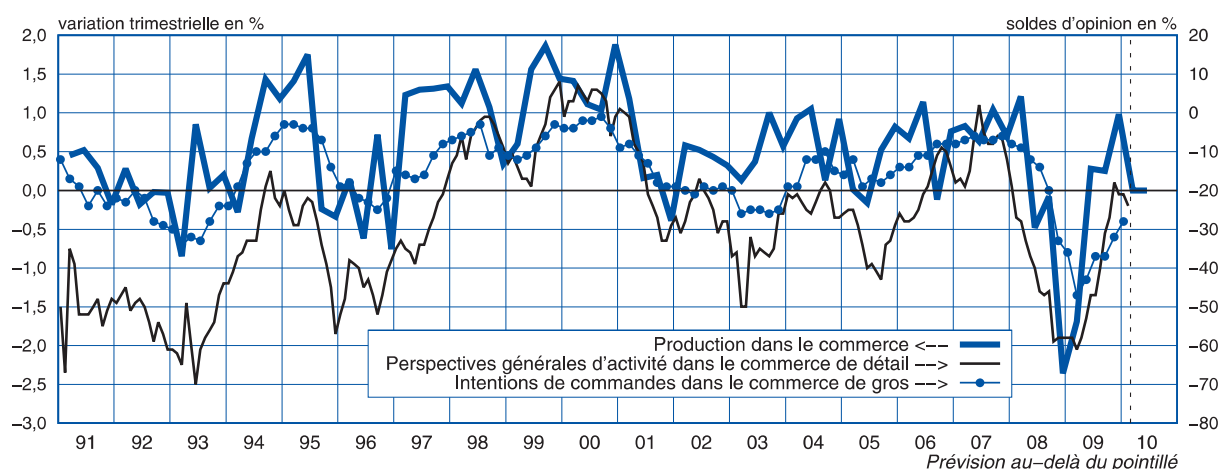
La production d'énergie rebondirait au premier trimestre

La production d'énergie a moins faibli au quatrième trimestre 2009 (-0,8 % après -3,5 %). Au premier trimestre 2010, elle rebondirait, en lien avec la vague de froid (+2,0 %). En contrecoup, elle se replierait au deuxième (-1,4 %).

L'activité de la filière agricole se maintiendrait au début de 2010

Au quatrième trimestre 2009, la production des branches agricole et agroalimentaire a accéléré (+0,8 % après +0,3 % au trimestre précédent). D'ici la mi-2010, elle continuerait de progresser (de l'ordre de +0,5 % par trimestre), sous l'effet du redressement des exportations en produits agroalimentaires. ■

5 - Commerce de gros : intentions de commandes Commerce de détail : perspectives générales d'activité



Source : Insee

Éclairage - Vagues de froid : des effets faiblement positifs sur l'activité

La rigueur de l'hiver aurait un impact sur l'activité économique au premier trimestre, principalement dans les secteurs de l'énergie et des travaux publics. La production et la consommation d'énergie augmenteraient nettement sous l'effet de besoins en chauffage plus importants qu'à l'accoutumée. À l'inverse, l'activité dans les travaux publics se replierait en raison des conditions météo défavorables. Au total, ces deux effets opposés se compensant quasiment, l'impact sur le PIB au premier trimestre serait positif mais très faible.

Depuis décembre, la France a enduré trois vagues de froid au cours desquelles la température moyenne est descendue plusieurs jours au-dessous de zéro. À l'image d'autres aléas climatiques, la baisse des températures a des effets significatifs sur l'activité économique (cf. [1]). Les branches a priori les plus concernées lorsque les températures tombent en dessous des normales saisonnières sont la production d'énergie et les travaux publics. Mais d'autres activités peuvent être touchées : le tourisme, le commerce de vêtements ou encore les transports. On se propose ici d'évaluer l'impact des vagues de froid sur la production de chacun de ces secteurs.

Les vagues de froid cet hiver ont entraîné des pics de consommation d'énergie

La demande d'énergie en hiver est globalement proportionnelle à la température relevée, toutes choses étant égales par ailleurs. En effet, la consommation d'énergie nécessaire pour maintenir une température donnée à l'intérieur d'un bâtiment est proportionnelle à la baisse de la température extérieure (cf. annexe technique). Lors de chacune des trois vagues de froid, la consommation d'électricité a donc naturellement bondi lorsque les ménages ont « poussé le chauffage » (cf. graphique). La consommation de la plupart des autres produits énergétiques a fait de même (gaz, fioul...).

Nous estimons qu'une baisse moyenne de 1°C des températures entraînerait une hausse de plus de 2 % de la consommation en « eau, gaz et électricité » et une hausse de l'ordre de 1 % de la production de cette branche. L'effet sur l'ensemble des biens énergétiques serait un peu plus faible puisqu'il recouvre également des produits tels que les carburants, dont l'élasticité aux températures est faible voire nulle (cf. tableau). Au total, début 2010, la consommation et la production d'énergie devraient avoir bondi : non seulement les températures moyennes ont été largement en dessous des normales saisonnières en janvier et février, mais le quatrième trimestre 2009 a été plutôt doux.

L'effet du froid sur le PIB passe essentiellement par l'énergie et les travaux publics

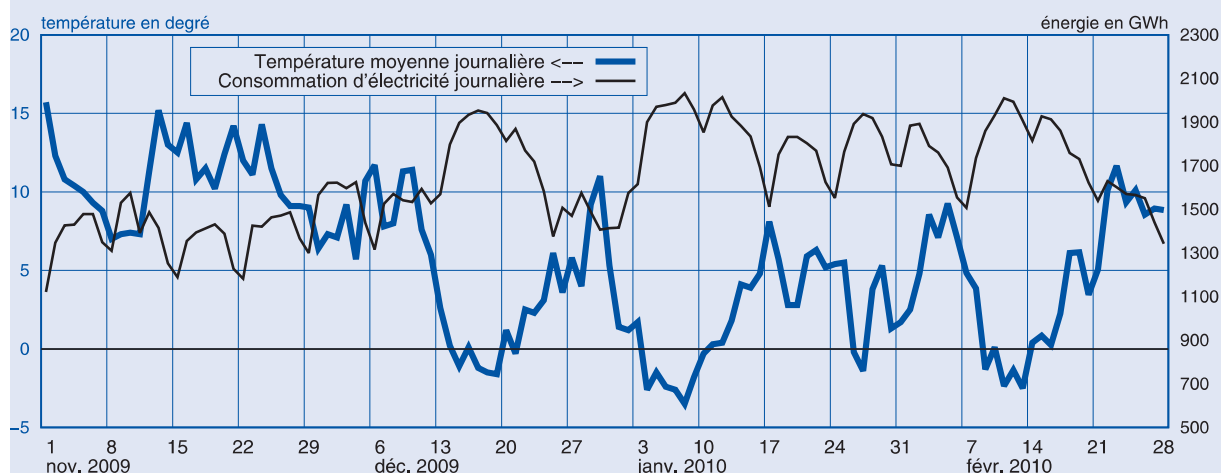
Pour les autres branches d'activité, nous avons repris la modélisation utilisée pour le secteur énergétique, en régressant la production des biens ou services étudiés sur la variation des températures.

L'effet des températures sur le secteur des travaux publics est un peu moins prononcé que sur la branche énergie (cf. tableau). Toutefois, cet effet devient plus élevé lorsque notre modèle est estimé sur une plus longue période, intégrant les hivers 1985 à 1987 qui ont été particulièrement froids. Ceci laisse supposer que l'activité dans cette branche ne réagit pas exactement de façon proportionnelle aux températures.

Sur les autres branches, commerce, tourisme, transports, le lien avec la température est nettement plus ténu, ce qui rend marginal l'effet de ces canaux sur l'activité.

Au total, l'impact des températures sur l'activité en hiver passe essentiellement par les branches de l'énergie et des travaux publics. Sur le premier trimestre, les baisses de température auraient, toutes choses égales par ailleurs, un effet

Baisse des températures et pics de consommation d'électricité



Note de lecture : entre décembre et février, la consommation d'électricité a enregistré trois pics, au moment où les températures ont chuté : autour de la mi-décembre, début janvier et mi-février.
Source : Insee

Impact d'une baisse de 1°C de la température moyenne sur quelques évolutions mensuelles

en %

Effet d'une baisse de la température moyenne (CVS) de 1°C sur...	... la production	... la consommation	... les importations
Énergie	0,4 à 0,9	1,2 à 1,8	n. s.
dont : Combustibles et carburants	n. s.	0,3 à 1,0	n. s.
dont : Eau, gaz, électricité	0,9 à 1,2	2,1 à 2,9	0,4 à 3,8
Travaux publics	-1,1 à -0,1	-	-

Note de lecture : une baisse de 1 °C de la température moyenne entre deux mois consécutifs entraînerait, toutes choses égales par ailleurs, une hausse de la consommation en "Eau, gaz et électricité" comprise entre 2,1 et 2,9 %.

n. s. signifie non significatif au seuil de 5 %.

Source : Insee

de l'ordre de +1,5 % à +2,5 % (respectivement de +3,0 à +4,5 %) sur la production d'énergie (respectivement la consommation d'énergie). Dans les travaux publics, l'impact serait compris entre -3,0 % et -0,5 %. Étant donné ces deux

effets contraires et les poids modestes de ces branches dans l'économie totale, l'impact des températures sur le PIB au premier trimestre 2010 serait très légèrement positif. ■

Bibliographie

[1] Dossier de la *Note de conjoncture* de juin 2007, « Aléas climatiques, aléas économiques : les effets du climat sur l'activité économique en France ».

Annexe technique - Modélisation de la consommation ou de la production d'énergie en fonction de la température

Pour un bâtiment donné, le flux thermique entre l'intérieur et l'extérieur est proportionnel à l'écart de température entre les deux côtés : ce résultat est issu de la loi de Fourier. Pour conserver une température constante à l'intérieur, il faut donc faire varier linéairement la consommation d'énergie avec la température extérieure. Cette relation peut être étendue au pays entier, et le coefficient de proportionnalité capte alors les caractéristiques moyennes de l'ensemble du bâti.

Par ailleurs l'énergie totale consommée (ou produite) dépend d'autres variables telles que la hausse tendancielle de la population ou l'amélioration de l'efficacité thermique des bâtiments. On suppose que ces variables évoluent peu par rapport à la volatilité des températures. Après log-linéarisation, les calculs conduisent à poser comme modèle :

$$\Delta \log E_t = \alpha + \beta \times \Delta \theta_t + \lambda \times \Delta \log E_{t-1} + \mu \times \Delta \log E_{t-2} + \nu \times \Delta \log PIB_t + \varepsilon_t$$

où t représente un mois donné, $\Delta \log E_t$ représente l'évolution de l'énergie consommée (ou produite) entre les mois t et $(t-1)$, $\Delta \theta_t$ est la variation de la température moyenne (ici, on utilise comme approximation pour la France la température observée à la station de Paris-Montsouris). Les endogènes retardées et l'évolution du PIB permettent de contrôler des variations conjoncturelles liées à l'activité. Enfin, ε_t est un terme d'erreur.

L'estimation est conduite sur données corrigées des variations saisonnières, sur la période 1990-2008. Le choix d'une période raccourcie permet de limiter les effets liés aux changements de comportement ou au progrès technique. ■